

Jussieu fermée pour empêcher la coordination régionale

Texte du tract du comité de mobilisation de Paris 6.



La présidence veut casser le mouvement contre la loi travail

Jeudi 17 mars vers 16h30 la présidence de l'UPMC par M. Chambaz a décrété la fermeture de la fac du site de Jussieu sans autre explication que les agents de la sécurité interdisant l'entrée des jeunes, annulant ainsi des dizaines de cours, d'examens, etc. Les étudiant-e-s ont été laissé-e-s dehors sans plus d'information.

Il s'avère que puisque la fac de Paris 1 a été fermée le matin même de cette journée de mobilisation étudiante, la coordination régionale qui devait se réunir à Paris 1, avait finalement opté pour le site de Jussieu. Ainsi pour empêcher une centaine de délégué-e-s des AG des différentes facs et lycées de la région parisienne, M. Chambaz (le président de l'UPMC), sous doute en concertation avec le gouvernement ou la préfecture, **a décidé de fermer tout le site**. Il a de plus **refusé de rencontrer la délégation** pour en discuter.

Les président-e-s des université de Paris 1 (Sorbonne) et Paris 6 (Jussieu) apportent ainsi leur plein soutien à la loi travail et sont prêts à utiliser des moyens complètement démesuré et révoltants pour casser notre mouvement de contestation. À cela s'ajoute la fermeture de Tolbiac, les interventions violentes de la police à Rouen, à Lyon, à Strasbourg contre des lycéen-ne-s, **pendant une intervention syndicale à Asnières**, etc. faisant même des blessé-e-s...

Ces méthodes sont inacceptables ! Le climat ambiant, avec l'**état d'urgence** et les **contre-réformes** de plus en plus violentes, devient suffocant.

Il n'y a qu'une solution: construisons une mobilisation massive, de toutes et tous, **étudiant-e-s, salarié-e-s, chômeurs/ses**, pour faire reculer le gouvernement sur la loi travail et sur l'état d'urgence. **Seule un grève massive bloquant l'économie pourra aboutir, faisons tout pour la construire.**

La présidence de l'UPMC doit **banaliser les jours de mobilisation** et **payer les salaires des travailleurs/ses en lutte**.

Amplifions la mobilisation contre la loi travail !!

Comité de mobilisation de Paris, le 17 mars 2016